

Depuis plusieurs années, la République centrafricaine (RCA) est touchée par des crises politiques, sécuritaires et humanitaires liées aux conflits armés, aux conflits intercommunautaires ou provoquées par des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans certaines zones. Cette situation d'instabilité dans le pays s'est considérablement exacerbée pendant le contexte électoral et post-électoral à la suite de la formation de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC), une coalition de groupes armés défavorables à l'organisation des élections présidentielles de fin 2020 / début 2021. La situation sécuritaire est restée volatile tout au long de l'année 2021. Certaines parties du pays ont été affectées par des attaques de groupes armés et d'autres ont souffert des affrontements opposant les Forces Armées centrafricaines (FACA) (appuyée par ses alliés) aux groupes armés. De surcroît, les pluies diluviennes causant des inondations pendant la période hivernale accroissent la vulnérabilité des populations en engendrant le déplacement de milliers de personnes.

En réponse aux crises complexes en RCA, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) déploie, depuis décembre 2013, la Matrice de Suivi des Déplacements (*Displacement Tracking Matrix, DTM*), un outil qui collecte des données sur les effectifs et tendances du déplacement ainsi que les conditions et besoins multisectoriels des personnes affectées par les crises. A travers sa composante du suivi des déplacements des populations, la DTM collecte des données auprès d'informateurs clés (autorités locales, chefs de communautés, représentants de déplacés, gestionnaires de sites) au sein des localités et sites d'accueil des déplacés et retournés. Ces informations sont analysées et partagées avec la communauté humanitaire afin d'orienter les programmes de réponse ou des évaluations sectorielles plus approfondies.

Ce tableau de bord présente la situation de déplacements des populations dans **9 préfectures du pays en plus de la capitale Bangui**¹. La collecte de données a été réalisée auprès de **5 569 informateurs clés** entre le 10 août et le 30 septembre 2021 dans les préfectures de Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Nana-Gribizi, Nana-Mambere, Ombella-Mpoko, Ouaka, Mbomou, Ouham-Pende et la capitale Bangui.

Nombre de localités couvertes	1 854
Nombre de sites officiels couverts	20
Nombre de sites non officiels couverts ³	27

La DTM a répertorié une population mobile de **1 798 001** individus au 30 septembre 2021^{1,2}

Individus déplacés internes



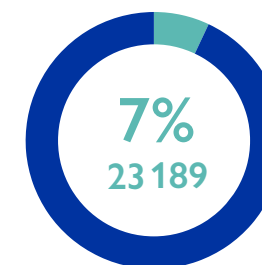
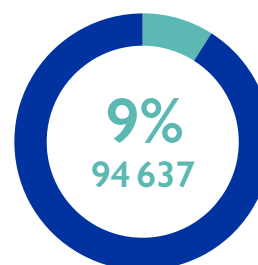
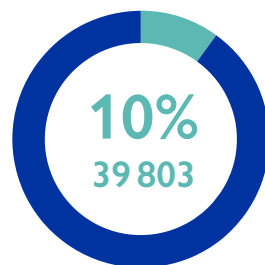
Individus retournés internes



Individus retournés de l'étranger



Proportion et nombre de PDI et retournés (individus) répertoriés entre juin et septembre 2021 :



Principales causes de déplacement et de retour de la majorité des PDI et retournés (par proportion de localités) :

Motifs de déplacement de la majorité des PDI	% de localités	Motifs de retour de la majorité des retournés internes	% de localités	Motifs de retour de la majorité des retournés de l'étranger	% de localités
Tensions / conflits armés	68%	Meilleure situation sécuritaire en zone d'origine	65%	Meilleure situation sécuritaire en zone d'origine	31%
Tensions liées aux élections de 2020	11%	Détérioration des conditions de vie en zone d'accueil	24%	Détérioration des conditions de vie en zone d'accueil	24%
Crise d'avant 2014	6%	Regroupement familial	5%	Raisons économiques	24%
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	5%	Raisons économiques	3%	Discrimination / persécution	17%
Inondations	4%	Détérioration sécuritaire en zone d'accueil	2%	Regroupement familial	3%
Tensions / conflits communautaires	4%	Difficultés d'accès à des services de base	1%	Détérioration des conditions sécuritaires en zone d'accueil	1%
Incendies	2%				

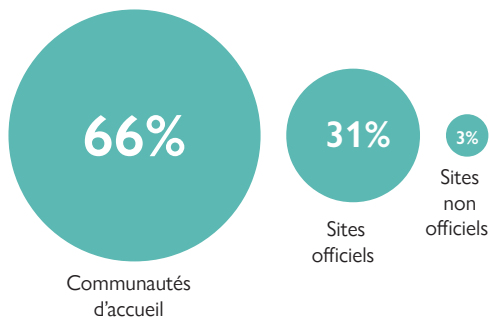
¹ Les données de déplacement présentées dans ce tableau de bord se réfèrent aux préfectures couvertes (9 sur 16) et ne donne pas un aperçu de la situation de déplacement de l'ensemble du pays.

² Les chiffres estimatifs des PDI et retournés (ménages et individus) incluent les données des 1 854 localités couvertes lors du round 13 et les données de 224 localités couvertes lors du round précédent (Rnd 12, juin 2021).

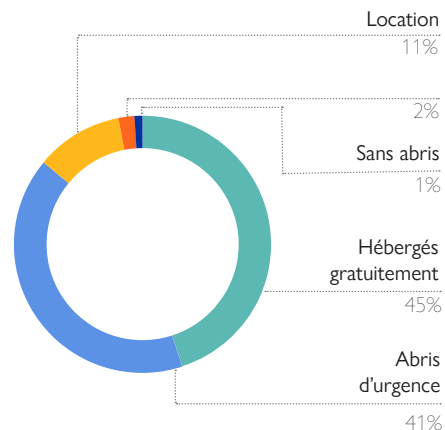
³ Dans le cadre du suivi des déplacements effectué par la DTM, les sites non officiels désignent des lieux de regroupement spontanés ou organisés autogérés par la population déplacée elle-même.

APERÇU DES DEPLACEMENTS

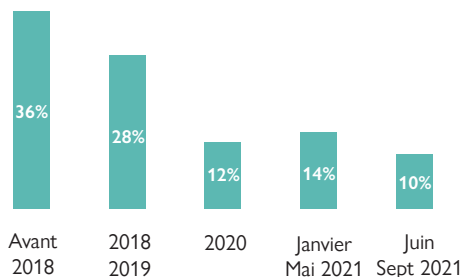
Répartition des ménages PDI par type de site :



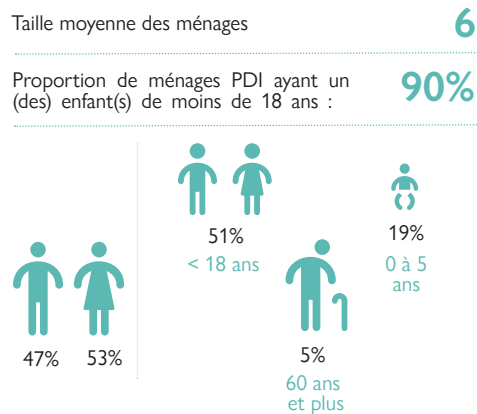
Répartition de ménages PDI, par type d'hébergement :



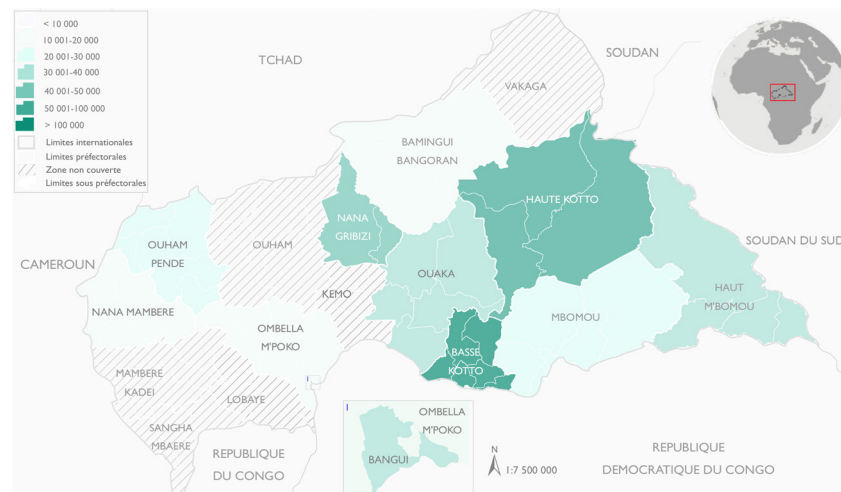
Répartition des individus PDI, par période du premier déplacement :



Composition démographique³ :



Nombre / concentration des PDI au niveau des préfectures⁴



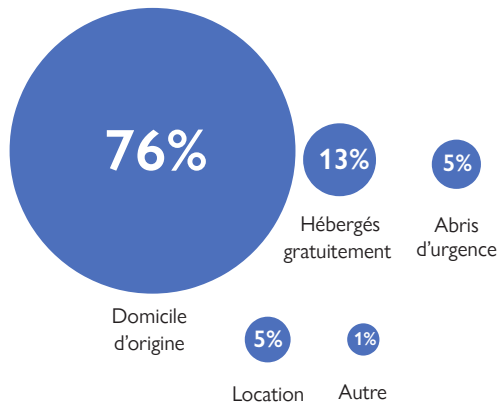
Dans l'ensemble, l'estimation des PDI indique une hausse de 2 pour cent en septembre 2021 (environ 9 000 PDI en plus) par rapport au round 12 conduit entre avril et juin 2021. Cette hausse a été particulièrement significative dans les préfectures d'Ombella Mpoko (+104%), Nana-Mambere (+40%) et Ouham Pende (+33%). Parmi les 393 854 PDI estimées (79 132 ménages), 39 803 (10%) se sont déplacées pour la première fois entre juin et septembre 2021. La plupart des PDI déplacées sur cette dernière période (juin-septembre 2021) sont essentiellement concentrées dans les préfectures d'Ombella Mpoko (19%), la ville de Bangui (18%), la Nana-Mambere (15%) et l'Ouham Pende (12%). Les nouveaux déplacés dans la zone Bangui / Ombella Mpoko ont été forcés de se déplacer en raison des inondations. En revanche, dans les préfectures d'Ouham Pende, Nana-Mambere, Haute-Kotto, Ouaka, Mbomou, Nana-Gribizi et Bamingui-Bangoran, les nouveaux déplacements ont été principalement causés par les opérations militaires menées par les Forces Armées Centrafricaines (FACA) contre les groupes armés et les craintes de représailles des groupes armés pendant la fuite. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs constituent un facteur de déplacement notable dans les préfectures de Bamingui-Bangoran et Nana Gribizi où ce motif est à l'origine du déplacement forcé de la majorité des PDI dans plus de 15 pour cent des localités (par préfecture). Les déplacements se font principalement entre localités situées au sein d'une même préfecture ou sous-préfecture : 81 pour cent des déplacements de PDI ont eu lieu à l'intérieur d'une même préfecture et 19 pour cent d'une préfecture à une autre. En termes d'hébergement, 66 pour cent des ménages vivent dans les communautés d'accueil, 31 pour cent sur des sites officiels et 3 pour cent sur des sites non officiels.

³ Les informations démographiques ont été estimées sur la base d'un échantillon aléatoire constitué de 6 201 ménages PDI dans les localités d'accueil des PDI. Les données démographiques ont permis de répertorier le nombre d'individus (hommes / femmes) par tranche d'âge : 0 à 5 ans, 6 à 11 ans, 12 à 17 ans, 18 à 59 ans et 60 ans et plus.

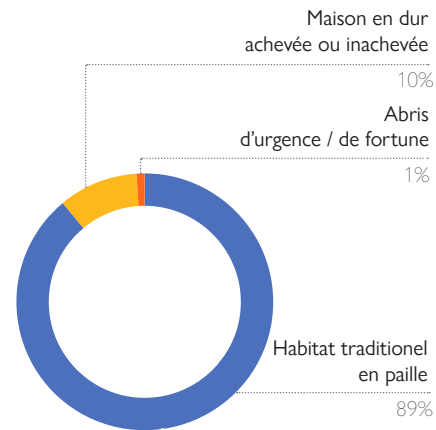
⁴ Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

APERCU DES RETOURS

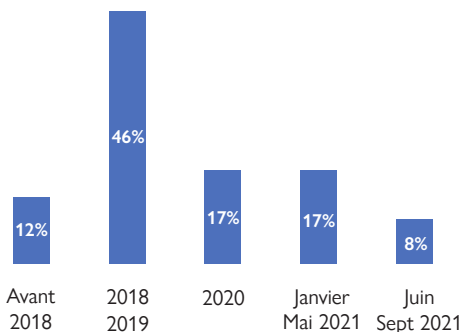
Répartition des ménages retournés (internes et de l'étranger), par type d'hébergement :



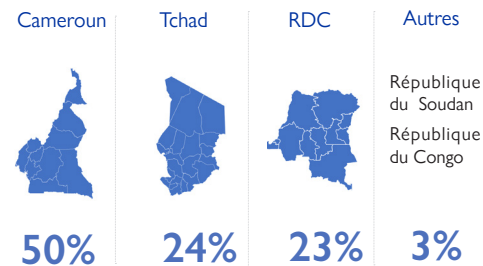
Constitution des abris de la majorité des retournés, par proportion de localités :



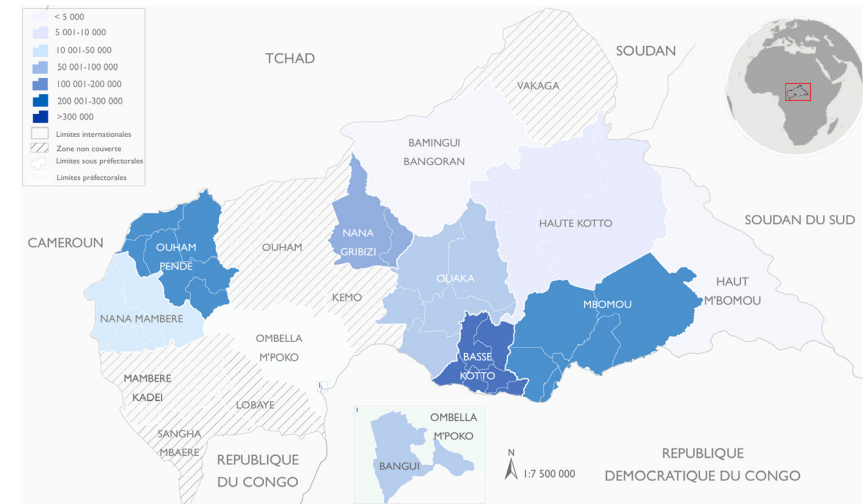
Répartition des individus retournés (internes et de l'étranger), par période de retour :



Répartition de la majorité des retournés de l'étranger selon le pays de provenance, par proportion de localités :



Nombre / concentration des retournés au niveau des préfectures⁵



L'estimation des retournés indique une hausse en septembre 2021 : le nombre de retournés internes a augmenté de **9 pour cent** et le nombre de retours de l'étranger de **5 pour cent** par rapport au round 12 conduit entre avril et juin 2021. La hausse des retours internes a été particulièrement remarquable dans la préfecture de Haute-Kotto (+66%) tandis que la hausse des retours de l'étranger a été davantage significative dans la préfecture de Bamingui Bangoran (+67%). Parmi les **1 070 749** individus retournés internes estimés, **94 637 (9%)** sont retournés entre juin et septembre 2021. Ces nouveaux retours internes ont été davantage constatés dans les préfectures de Mbomou (27%), Nana-Mambere (23%) et Haute-Kotto (13%). En outre, **23 189 individus** sont retournés de l'étranger entre juin et septembre 2021 (7%) et la majorité des retours de l'étranger sont également concentrés dans la préfecture de Mbomou (54%). Les retours de l'étranger sont majoritairement en provenance du Cameroun (50%), du Tchad (24%) et de la République Démocratique du Congo (23%). L'amélioration de la situation sécuritaire dans les localités d'origine liée notamment liée à la reprise de certaines localités / villes qui étaient occupées par des groupes armés reste la principale cause de retour respectivement pour **65 pour cent** des retournés internes et **31 pour cent** pour cent des retournés de l'étranger. Parmi les ménages retournés répertoriés, la majorité (76%) ont regagné leur domicile d'origine, **13 pour cent** sont hébergés gratuitement, **5 pour cent** sont dans des abris d'urgence / de fortune, **5 pour cent** vivent en location, le reste (1%) étant sans abri ou s'abritant provisoirement dans des tentes.

⁵ Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.